

**l'éditorial  
d'Arlette  
Laguiller**

**en page 3**

**Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !**

**LUTTE  
OUVRIÈRE**

**UNION COMMUNISTE (trotskyste)**

Hebdomadaire – paraît le vendredi – n° 1642 – 31 décembre 1999 – prix : 9F

**Tempêtes et marées noires...**

**TOUTES LES  
CATASTROPHES  
NE SONT PAS  
« NATURELLES »**

**p. 3, 6 et 7**

**HÔPITAUX, SAMU, DISNEYLAND, TRANSPORTS...  
LES TRAVAILLEURS NE BAISSENT**

**PAS LES BRAS**

**p. 9 et 10**

M 6189 - 1642 - 9,00 F





## SOMMAIRE

### Leur société

- 4 - Spéculation boursière
- 5 - Croissance et misère
  - Couverture maladie... pas universelle
  - Emplois précaires
- 6 - TotalFina et la marée noire
- 7 - Les services publics sont indispensables
- 8 - Rénovation des banlieues: tu parles!
  - Manque de sécurité des installations scolaires

### Tribune

- 4 - Faire sauter les bouchons de champagne le 31, et tout le reste au plus vite!

### Dans le monde

- 7 - Panama: rétrocession du canal
- 12 - Côte-d'Ivoire: après le coup d'Etat
  - Tchétchénie: terrorisme d'Etat du Kremlin

### Dans les entreprises

- 9 - Disneyland en grève
  - SEHV-SA (Grenoble)
- 10 - Aérospatiale - Matra
  - Samu

### Il y a 50 ans

- 11 - L'indépendance de l'Indonésie

# La loi Aubry UN CADEAU ROYAL AUX PATRONS

La deuxième loi Aubry représente un énorme cadeau au patronat par le biais de rabais sur les charges sociales. Ce n'est pas nouveau, mais le rabais est vraiment royal...

Depuis des années (au moins depuis 1996), il existe des dispositions légales qui permettent à tout patron de bénéficier de déductions de charges sociales pour les salaires au niveau du SMIC et jusqu'à 1,3 fois ce montant.

Actuellement, pour un salaire au SMIC, c'est-à-dire de 6681 F brut, la déduction de charges sociales se monte à 1252 F. La première loi Aubry avait déjà augmenté ce cadeau à 2252 F, la deuxième y ajoute encore une couche. Normalement les charges sociales s'élèvent à 2606 F. Eh bien, là-dessus, le gouvernement a décidé que l'Etat paiera 2457 F et il ne restera plus au patron qu'à payer 149 F... Et il peut bénéficier de ces remises pour chaque salarié au SMIC et un peu plus. La seule condition est qu'il passe un accord de réduction de temps de travail qui soit signé par les syndicats représentant majoritairement le personnel ou qu'à défaut la majorité du personnel se prononce pour cet accord. Il y a bien une condition de création d'emplois mais la notion est très élastique puisqu'il suffit au patron d'affirmer qu'il renonce à des licenciements prévus et qu'il maintient l'emploi.

De la même manière, il n'a pas à prouver qu'il a des fins de mois difficiles; tous vont pouvoir y prétendre, même les plus riches d'entre eux, comme le patron de PSA dont on sait qu'il a accumulé, depuis des années, 53 milliards de F de bénéfices, de cadeaux royaux d'un gouvernement «socialiste».

Le salarié, lui, continue de payer en cotisations au moins 21% de son salaire... sans être aidé bien sûr. Et on peut même dire que ces lois sont une incitation à ce que son salaire soit maintenu au plus proche du niveau du SMIC... pour que le patron, lui, n'ait à payer que le minimum de charges sociales.

L'hebdomadaire du 10 septembre 1999 de la CGT relate un rapport de parlementaires qui fait état du fait que la première disposition de déductions de charges sur les bas salaires avait coûté, en 1996, 66 milliards de F, et qui estime que la nouvelle coûtera deux fois plus cher à l'Etat. Car il est prévu que l'Etat paie, à moins qu'il ne parvienne à se décharger sur la Sécurité sociale, et que, de toute façon, le patron empoche.

# RÉGULARISATION DE TOUS LES SANS-PAPIERS!

Ils sont environ 63 000, à l'échelle de l'ensemble du pays, à avoir été déboutés de leur demande de régularisation. «Sans papiers» et donc sans travail normal, sans accès à un logement décent, privés de tous les droits sociaux élémentaires, ils sont condamnés à vivre dans la clandestinité. Ils vivent sous la menace d'une arrestation, d'une détention qui peut trop souvent se terminer par une expulsion.

La situation dans laquelle le gouvernement de ce pays les condamne à vivre est indigne. La fin de non recevoir que Chevènement, Jospin et Chirac opposent à leur légitime volonté de vivre normalement dans

notre pays où ils habitent depuis de nombreuses années est inacceptable.

Depuis plusieurs mois maintenant Chevènement qui, il y a deux mois, a recommandé aux préfets de durcir leur attitude et de procéder à de plus nombreuses expulsions, espère décourager les sans-papiers qui n'acceptent pas leur sort et tous ceux qui les soutiennent. A Lille, à Saint-Denis et dans bien d'autres villes, des mouvements continuent. Des associations de sans-papiers appellent à des actions de protestation, des gestes de solidarité. Nous sommes solidaires de leurs initiatives.

## Flambée du prix des carburants

# UN PACTOLE POUR LES PÉTROLIERS ... ET POUR L'ÉTAT

Depuis plusieurs mois, les prix des carburants ne cessent d'augmenter: +17% de hausse en un an pour l'essence, +27% pour le gazole. Ceux qui sont contraints d'utiliser leur véhicule tous les

jours pour se rendre à leur travail doivent ainsi déboursier parfois plusieurs centaines de francs en plus chaque mois.

Pour les quelques grandes compagnies pétrolières qui dominent le marché, c'est évidemment une très bonne affaire et ce sont elles d'ailleurs qui favorisent ces augmentations, profitant d'une certaine hausse de la consommation et de leur position hégémonique.

Mais il n'y a pas que les trusts qui se remplissent ainsi les poches. Pour l'Etat aussi, cette hausse est une manne considérable. Les taxes diverses représentent plus de 80% du prix des carburants et font que l'essence vendue en France est parmi les plus chères d'Europe. Depuis plu-

sieurs années, les gouvernements successifs ont régulièrement augmenté ces taxes. Jospin fait de même, en particulier sur la taxation du gazole que le gouvernement veut augmenter au nom de considérations écologiques. Mais quand on sait que la France est aussi en tête du peloton des prix pour l'essence «verte» sans plomb, jugée moins polluante, on voit que la seule vraie raison est de ponctionner encore un peu plus la population.

Ces taxes sont d'autant plus injustes que, comme tout impôt indirect, elles frappent les plus pauvres de la même façon que les plus riches. Dans le projet du budget pour l'an 2000, elles vont représenter à elles seules près de 170 milliards de francs, soit plus de la moitié de l'impôt sur le revenu. C'est évidemment considérable et cela peut encore augmenter si la hausse des prix se poursuit.

Voilà pourquoi du côté gouvernemental, c'est motus et bouche cousue: on laisse flamber les prix des carburants et on taxe allégrement la population.

Paul BARRAL

## La prochaine réunion du CERCLE LÉON TROTSKY

aura lieu le :

**Vendredi 21 janvier 2000**

à 20h30

Salle de la Mutualité

24, rue Saint-Victor à Paris (5<sup>e</sup>) Métro : Maubert-Mutualité

## LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyiste) - membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste (trotskyiste) qui édite *Lutte Ouvrière*, nom sous lequel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, minorité d'exploiteurs d'un côté et majorité d'exploités de l'autre. Une société qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Pour les militants de Lutte Ouvrière, le socialisme est aussi éloigné des politiques conservatrices de Mitterrand-Jospin que le communisme l'est de l'image qu'en a donnée la dictature stalinienne qui a régné en URSS.

Nous sommes convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Mais pour cela ils devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi ses tribunaux, sa police, son armée pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique de tous les rouages de l'économie.

Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé. Nous sommes convaincus que c'est la seule façon d'être aujourd'hui réellement internationalistes, et communistes et socialistes révolutionnaires.

Adresser toute correspondance à :

**LUTTE OUVRIÈRE - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE**  
internet : <http://www.worldnet.fr/~lo-uci> e-mail : [lo-uci@worldnet.fr](mailto:lo-uci@worldnet.fr)

La Société d'Éditions de Lutte Ouvrière - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 - est une SARL au capital de 50 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1970. Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. Tirage : 12 400 exemplaires. Composition : [Et Associés]. Impression : Roto de l'Île-de-France, 3 rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil - 0148142165. Commission paritaire des publications n° 64 995.

**SOUTENEZ LUTTE OUVRIÈRE!** Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à : Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière, et à envoyer à : LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18. Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti «Lutte Ouvrière» conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées, et que tout don de plus de 1000 F consenti à un mandataire doit être versé par chèque.

### ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 n°)
France DOM-TOM	300 F	160 F	100 F
DOM-TOM, voie aérienne	390 F	200 F	140 F
Europe (soit zone postale 1)	420 F	210 F	100 F
Autres pays, voie ordinaire			
- Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)
- Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F
- Océanie (soit zone 4)	540 F	280 F	140 F
Autres pays, voie aérienne			
- Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	480 F	250 F	140 F
- Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
- Océanie (soit zone 4)	660 F	340 F	210 F

Envois sous pli fermé; tarifs sur demande

### BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....  
PRÉNOM : .....  
ADRESSE : .....  
CODE POSTAL et VILLE : .....  
COMPLÉMENT D'ADRESSE : .....  
Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE**, pour une durée de : .....  
(rayer la mention inutile).  
Ci-joint la somme de : .....  
Règlement :  
- par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,  
- par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R - PARIS.

**L'éditorial  
d'Arlette  
LAGUILLER**

## **Tempêtes et marées noires**

# **TOUTES LES CATASTROPHES NE SONT PAS « NATURELLES »**

■ La tempête qui s'est abattue sur le nord de la France le 26 décembre était une catastrophe naturelle, dont personne n'était responsable. En revanche, la marée noire qui, depuis plusieurs jours, souille une bonne partie des côtes de l'Atlantique n'a rien de naturel et ses responsables sont nombreux et connus, même s'ils ne risquent aucune poursuite.

On a certes jeté en prison, pour quelques jours, le commandant de l'Erika, qui n'était dans cette affaire qu'un sous-fifre, et qui aurait pu couler avec son navire. Mais la justice n'inquiétera pas les armateurs de ce bâtiment, opportunément immatriculé à Malte, et qu'une mer un peu grosse a coupé en deux, libérant des milliers de tonnes de fuel lourd. Elle n'inquiétera pas non plus les experts de la société italienne qui l'avait déclaré en état de naviguer. Elle inquiétera encore moins les responsables de TotalFina, qui avaient affrété ce bateau, et qui seront même vraisemblablement largement indemnisés par leurs assurances pour la perte de leur cargaison, mieux en tout cas que les marins-pêcheurs où les petits ostréiculteurs qui risquent d'être ruinés par cette catastrophe.

TotalFina, c'est un trust pétrolier connu, gigantesque, né il y a quelques semaines d'une de ces OPA ou OPE qui, à grands coups de milliards, concentrent toujours plus de

moyens entre les mains d'un petit nombre de gros capitalistes. Pour accroître leur fortune, ces gens-là font feu de tout bois. Ils ne se contentent pas des bénéfices déjà énormes que pourrait leur rapporter la vente des carburants. Plutôt que sur des bâtiments de taille plus modeste, ils font transporter le pétrole brut ou le fuel sur des pétroliers géants, parce que cela coûte moins cher même si, forcément, le naufrage éventuel de ces « super-tankers » cause des catastrophes écologiques. Ils choisissent des navires immatriculés sous des pavillons de complaisance, dont les équipages sont recrutés dans des pays où les salaires sont ridiculement bas, parce que cela coûte moins cher aussi.

Et si, de temps en temps, on entend bien quelques voix d'hommes politiques s'élever contre cette pratique des pavillons de complaisance, contre l'irresponsabilité dont font preuve les pétroliers, cela ne dépasse jamais le stade des paroles. Parce que nous vivons dans un système où les gouvernements, qu'ils soient de droite ou se disent de gauche, sont au service des puissances d'argent.

En septembre dernier, quand Michelin a annoncé la suppression de plusieurs milliers d'emplois, Jospin a en substance déclaré qu'il n'y pouvait rien, que le rôle du gouvernement n'était pas de gérer l'économie. Eh bien, l'écologiste

Dominique Voynet vient de nous démontrer qu'en matière de défense de l'environnement, elle est tout autant dépourvue de pouvoir réel contre les pollueurs que Jospin contre les licenciés, c'est-à-dire, dans les deux cas, contre des grands capitalistes. Parce que Voynet, comme Jospin, comme tous les ministres de leur gouvernement, ne veulent rien faire qui puisse apparaître comme une remise en cause de ce que ces gens-là appellent l'économie de marché, la « libre entreprise », c'est-à-dire le système capitaliste.

Mais le propre de ce système, c'est justement de faire de la recherche du profit individuel, autrement dit de l'égoïsme le plus sordide, le seul moteur de l'économie. Qu'importe aux industriels et aux banquiers que le pays compte des millions de chômeurs, pourvu que la Bourse grimpe allégrement et que leur fortune croisse d'autant (de 50 % en 1999 !). Qu'importe aux pétroliers, ou aux autres industriels, que les pollutions de toute sorte rendent la planète invivable, si leurs comptes en banque s'arrondissent.

Il faudra bien un jour ôter au grand capital la possibilité de s'enrichir au détriment de toute la société, de fabriquer des chômeurs en même temps que ses bénéfices et de polluer les mers, les rivages et les eaux, en gagnant encore de l'argent pour les épurer.



Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.

Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée ou, autrement dit, en fraction.

C'est pourquoi ils s'expriment dorénavant chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue différents.

## TRIBUNE

# FAIRE SAUTER LES BOUCHONS DE CHAMPAGNE LE 31, ET TOUT LE RESTE AU PLUS VITE!

Au jour J -5 du premier de l'an 2000, la nouvelle année ne s'annonce pas différente de l'ancienne. Pendant que les toits s'envolent, que les arbres se déracinent, que le mazout de l'Erika souille les côtes bretonnes et bientôt vendéennes, les gouvernants prennent leurs congés tranquilles, Jospin en Egypte, Chirac au Maroc. Seule Dominique Voynet a été ramenée par la peau des fesses de l'île de la Réunion pour admettre après avoir mis le nez sur des oiseaux englués qu'il y avait bien effectivement catastrophe écologique!

Il est vrai qu'elle n'avait pas tort de penser que sa présence était inutile. Un ministre bourgeois, peu importe qu'il soit de gauche ou de droite, n'est pas fait pour aider la population. L'Erika en fait foi.

Cela dit, n'y avait-il et n'y aurait-il rien à faire? Que si! Le responsable de cette nouvelle marée noire n'est pas un monstre inaccessible de la mondialisation, c'est une multinationale bien de chez nous, la première et la plus grosse société capitaliste française, TotalFina qui après avoir racheté le groupe belge Petrofina puis Elf, réalise une capitalisation boursière de 600 milliards de francs, de l'ordre du tiers du budget de la France. Son PdG a été nommé *manager de l'année!* Ce qui n'empêche pas TotalFina de payer le moins cher possible le transport de sa camelote, c'est-à-dire de louer les services d'affréteurs qu'elle sait pourris, voguant sous pavillon de complaisance. Les trafiquants d'or noir font tous leur fric ainsi! Et que leur importe puisqu'ils ne sont pas formellement responsables! Ils sont assurés, et gageons qu'ils le sont mieux que les petites gens dont la voiture a été écrasée sous un arbre! Alors voguent les 8 000 tonnes de mazout qui atteignent aujourd'hui les côtes, et voguent bientôt les 20 000 autres qui vont quitter les cales des deux morceaux d'épave coulée. Les hommes qui habitent la région peuvent pleurer, ramasser le goudron et les oiseaux crevés avec un seau, une pelle et un râteau, personne ne fera rien de vraiment efficace pour eux. Dans

dix ans, peut-être, les tribunaux saisis leur donneront au mieux raison mais pas réparation! Car jusqu'à ce jour, ceux qui ont le fric s'arrogent tous les droits.

Et pourtant, il y aurait quelque chose à faire. Dès le naufrage, TotalFina aurait pu et dû se voir imposer dans les 24 heures de récupérer son épave et sa cargaison, sous menace de réquisition, voire d'expropriation immédiate. On n'aurait pas disposé des moyens techniques et matériels? Taratata! Il suffit d'y mettre le prix. Mais par définition les pollueurs ne sont pas les payeurs. Et les gouvernements sont les larbins des pollueurs! Cela ne changera que lorsque la colère montera d'en bas, et il suffirait déjà du coup de colère de quelques dizaines de milliers d'entre nous pour inspirer une sainte trouille aux actionnaires et PdG de TotalFina et Cie.

Et tout est lié. D'un côté, l'accumulation de capital que les industriels et les financiers réalisent avec l'aide des gouvernements - armée, police et prisons à la rescousse. De façon particulièrement brutale dans les pays pauvres où les trusts occidentaux entretiennent des dictatures pour protéger leurs intérêts, quitte à en changer comme c'est le cas en Côte d'Ivoire quand la misère et l'exploitation menacent d'engendrer ce qu'ils appellent des *désordres sociaux*. De l'autre, la misère grandissante. Y compris dans les pays riches. Y compris en France, où près de 6 millions de personnes vivent avec moins de 3 500 F par mois tandis qu'une poussière d'actionnaires ont vu leurs indices boursiers grimper de 50% et battre cette année tous leurs records depuis 1988.

Ces derniers vont mieux que jamais sabler le champagne!

Souhaitons que ce soit leur dernier millésime, car c'est de nous tous, ceux d'en bas, que l'année 2000 va dépendre.

Editorial des bulletins d'entreprise *L'Étincelle* du lundi 27 décembre 1999, publiés par la fraction.

## Leur société

### Bourses

# ILS SPÉCULENT CONTRE NOTRE VIE

A Paris, l'année boursière s'est achevée sur une hausse de plus de 50% du cours des actions, qui fait suite aux 30% déjà enregistrés l'an dernier. Il en va de même à New York, Francfort et pour toutes les places boursières dans le monde où les indices ne cessent de battre des records.

En deux ans par exemple, l'action Bouygues a été multipliée par 6,3. Ainsi, jamais les actionnaires n'ont gagné autant d'argent en spéculant sur les fusions, les restructurations et les profits colossaux que dégagent les entreprises. Et peu leur importe que cette valorisation boursière ne repose pas sur une création équivalente de richesses, ni sur des investissements productifs.

A l'opposé, les salariés ne cessent de trimmer pour trois fois rien et voient leurs condi-

tions de travail se dégrader, quand ils ne sont pas acculés à la précarité de l'intérim ou au chômage.

Faire de l'argent en dormant, mal gagner sa vie en travaillant, telles sont les deux facettes de cette société où l'inégalité est la règle. Et l'une se nourrit de l'autre.

Quant aux déclarations rassurantes des analystes financiers, pour qui le CAC 40 et ses semblables devraient continuer à battre des records, elles ne reposent que sur l'aggravation de l'exploitation du travail, les réductions d'effectifs et le gel des salaires. En attendant de faire payer aux populations d'ici, ou du Tiers Monde, les conséquences du prochain krach boursier.

Leur bourse ou notre vie, jamais cette alternative n'a été d'autant d'actualité.

R.M.

## Le 15 janvier 2000 à 14 h 30 à Paris Place de la Bastille

# MANIFESTATION POUR LES DROITS DES FEMMES

Le Collectif national pour les droits des femmes, auquel participent une centaine d'associations, de partis et d'organisations, dont Lutte Ouvrière, appelle à une nouvelle manifestation pour les droits des femmes le 15 janvier 2000, à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de la loi Veil dépénalisant l'avortement.

Vingt-cinq ans après ce vote, l'interruption volontaire de grossesse reste un droit pas vraiment accepté, un droit que des minorités réactionnaires actives rêvent de remettre en cause et que, de toute façon, le manque de moyens limite et même menace. La loi sur l'avortement, déjà trop restrictive, n'est pas appliquée. Chaque année plusieurs milliers de femmes sont obligées d'aller à l'étranger pour avoir accès à l'interruption de grossesse, sans compter les avortements qui n'ont pas lieu dans les conditions médicales requises faute d'information des femmes ou de moyens mis à temps à leur disposition, avortements dont on ignore le nombre.

Alors oui, ce droit reste à défendre et à renforcer. Tout comme le droit au remboursement de tous les moyens contraceptifs. La manifestation se donne aussi comme objec-

tif de rappeler que c'est l'ensemble des droits des femmes qui sont menacés, notamment à cause de la pression du chômage: les femmes en sont souvent les premières victimes, comme elles le sont des bas salaires, ou du travail à temps partiel qu'on leur impose, parce qu'il permet au patronat de mieux imposer les horaires qui l'arrangent et de bénéficier de subventions, en particulier dans les emplois prétendument baptisés «féminins» comme ceux de caissières ou vendeuses dans les grandes surfaces! La manifestation se déroulera aussi pour rappeler la revendication toujours d'actualité car pas vraiment établie dans les faits de l'égalité des femmes et des hommes dans les domaines de la vie politique, économique et sociale, et rappellera que ce n'est pas seulement en France, mais dans le monde entier, que la lutte pour les droits des femmes est à l'ordre du jour.

Lutte Ouvrière, qui est partie prenante de l'appel à cette manifestation, appelle tous ses militants et sympathisants à y participer et à assurer son succès.

S.F.



Lors d'une précédente manifestation pour les droits des femmes, en novembre 1995.





Militaire dépolluant une plage de Noirmoutier

## L'INDÉCENCE D'UN POLLUEUR-PROFITEUR EN GRAND

Le patron de TotalFina a donc décidé de faire un geste. Il ne sera pas dit qu'il est resté insensible à la marée noire provoquée par le rafiot affrété par Total. Ainsi, mercredi 29 décembre, on a appris que ce monsieur avait décidé de donner... un jour de son salaire à une association.

Certes, on imagine que son salaire est tel qu'une seule journée de celui-ci ferait le bonheur de bien des gens. Mais même cela, qu'est-ce par rapport aux dégâts provoqués par Total sur des centaines de kilomètres de côtes et dont sont victimes de nombreux pêcheurs, ostréiculteurs, professionnels et salariés du tourisme, etc. ? Et si l'on compte le coût des navires, des marins envoyés surveiller l'épa-

ve de l'Erika, la mise en place par les services publics de systèmes tentant de freiner la marée noire, le temps passé par des milliers de gens à ramasser le fioul sur les plages, les côtes rocheuses, ces dégâts se chiffrent sans doute à des centaines de millions de francs, au bas mot.

Face à cela, aussi bien payé soit le PDG de Total, son geste n'est même pas une aumône, c'est l'expression du mépris des hommes du capital vis-à-vis du reste de l'immense majorité de la population. Ils empoisonnent toute la société mais s'estiment quittes quand, pour couvrir la m... qu'ils laissent derrière eux, ils tendent un bout de papier hygiénique avec quelques zéros écrits dessus !

# AUGMENTATION DE LA CROISSANCE... DE LA MISÈRE

L'optimisme est de mise dans la presse à propos de la croissance. L'INSEE prévoit une croissance supérieure à 3 %, mieux que les prédictions optimistes d'il y a un an, qui étaient de 2,7 %. Du coup, d'après les pronostics de Claude Sautter, le ministre de l'Economie et des Finances, dans le journal *Les Echos*, le chômage passerait « sous le seuil symbolique des 10 % à la fin 2000 ».

Mais la réalité est bien loin des autosatisfactions des économistes. Que le chiffre de la croissance soit de 3 % ou pas, dans les familles ouvrières, ce n'est pas la fin du « trou d'air », comme disent les journalistes. Les créations d'emplois, quand elles existent, concernent des emplois précaires. Il y a six millions de

salariés qui sont susceptibles de bénéficier de la Couverture Maladie Universelle, c'est-à-dire qui vivent avec moins de 3 500 F par mois, puisque c'est le seuil nécessaire pour en bénéficier.

Le chômage ne diminue que dans les statistiques. Et quand les travailleurs touchent un salaire, qu'ils soient embauchés en fixe ou pas, ce salaire est bas. La moitié des rémunérations des salariés sont inférieures à 9 000 F. Mais il s'agit d'une moyenne de chiffres qui comprennent aussi les salaires des cadres, qui touchent en moyenne 2,5 fois plus que les ouvriers ou les employés. En fait,

un quart des salariés ne touchent que 6 900 F par mois. 10 % des salariés à temps complet ont gagné moins de 5 810 F net par mois. Et il y a bien des salariés qui sont à temps partiel forcé, comme les caissières des supermarchés par exemple, et qui touchent donc la moitié de ce salaire pour un travail très fatigant et qui prend en fait souvent toute la journée, et non pas la moitié.

Alors, les prévisions sur la croissance peuvent être optimistes. Ceux qui tirent les marrons du feu, ce sont les actionnaires des entreprises.

Aline RETESSE

## LA PRÉCARITÉ, PLUS COURT CHEMIN, VERS LA PAUVRETÉ

En France, les emplois précaires ou à temps partiel ne cessent de se développer depuis plusieurs années. Aujourd'hui, 17 % des salariés travaillent à temps partiel (5 % des hommes et 30 % des femmes).

En ce qui concerne le travail à temps partiel, celui-ci s'est développé depuis 1993 à l'initiative du gouvernement sous le prétexte de lutter contre le chômage. Le patronat a été fortement subventionné par des exonérations de charges sociales pour recourir au temps partiel. Des emplois ont certes été créés. Mais quels types d'emplois ? A quel niveau de salaire ? Et à quelles conditions ?

Dans les petites et moyennes entreprises comme dans les grandes, dans le secteur privé comme dans le public, se sont multipliés les horaires à la carte, les journées à rallonge, les mauvaises conditions de travail et les bas

salaires.

Au fil des années, le travail à temps partiel sous toutes ses formes s'est révélé un outil majeur de précarité et de flexibilité au profit du patronat. A tel point que les emplois précaires et le travail à temps partiel sont devenus l'une des premières causes de pauvreté en France, à l'instar du Royaume-Uni et des Etats-Unis. La revue Alternatives Economiques souligne qu'en 1998, « parmi les personnes accueillies par le Secours Catholique, celles vivant de revenus issus ou dérivés du travail perçoivent 3 646 francs par mois [...], tandis que celles vivant de transferts sociaux (indemnisation chômage, RMI, autre minimum, allocation logement...) touchent 3 829 francs, soit le montant du seuil de pauvreté (3 800 francs par mois pour une personne seule, selon l'INSEE) ».

Aujourd'hui, qui travaille n'est plus à l'abri de la pauvreté y compris les salariés en CDI (Contrat à durée indéterminée), car on peut avoir un emploi « stable » un jour et être au chômage le lendemain, compte tenu des plans sociaux et des charrettes de licenciements qui ne cessent de se multiplier. Tel est le résultat de la guerre économique que mènent le patronat et le gouvernement contre le monde du travail.

La précarité qui s'y généralise traduit le rapport de force favorable au patronat. Un patronat qui n'a de cesse d'introduire dans ses usines la flexibilité à tous niveaux, de faire de tout salarié un précaire en puissance, pour faire pression sur les salaires, accroître les cadences et la productivité. Un patronat qui souhaiterait revenir au XIXe siècle, mais qu'il ne faut pas laisser faire.

René CYRILLE

## UNE COUVERTURE MALADIE... PAS UNIVERSELLE

La Couverture Maladie Universelle doit entrer en application au 1er janvier 2000. Elle se substituera à l'aide médicale gratuite organisée par les départements car une telle aide existe déjà, selon les endroits, avec des barèmes ainsi que des délais d'accès différents. En 1998, seuls 19 % des RMistes ne bénéficiaient d'aucune aide médicale.

En quoi la CMU sera plus efficace et élargira le champ de la couverture en permettant un meilleur accès aux soins ? Car

malgré son titre d'universelle, elle ne prévoit de couverture à 100 % que pour ceux pouvant justifier de leur résidence « stable et régulière » en France et ayant un revenu inférieur à 3 500 F. Certes, avec un critère aussi bas, elle devrait concerner 6 millions de personnes, c'est-à-dire 10 % de la population, mais on estime malgré tout entre 5,5 et 6,5 millions ceux qui continueront de ne pas être couverts par une mutuelle parce que leurs revenus dépassent le pla-

fond fixé pour bénéficier de la CMU.

Non seulement ces chiffres en disent long sur la pauvreté qui règne en France, un des pays riches de la planète, au seuil du XXIe siècle, et constituent un démenti aux annonces victorieuses du gouvernement. Mais la loi ne permet même pas de répondre aux objectifs que le gouvernement se fait fort de réaliser et qui s'affichent dans son préambule : « Il est inadmissible que certains de nos concitoyens

ne puissent bénéficier ou faire bénéficier leurs enfants des soins dont ils ont besoin. Devant la maladie ou la douleur, le niveau de revenus ne doit pas introduire de discrimination. »

Même après la mise en œuvre de la CMU, il est évident que des millions d'individus renonceront à des soins chez le dentiste ou l'oculiste par exemple, ou laisseront certains troubles s'installer avant d'aller consulter, faute d'argent et de remboursements suffisants. Avec

le développement du chômage et de la précarité, des millions de familles connaissent des situations critiques qui exigeraient des mesures d'urgence, sans avoir besoin d'un seuil pour avoir droit d'y accéder... Le droit aux soins est un droit, comme le droit d'accéder au savoir, qui ne supporte pas de limites. Les richesses de la société le permettent, sans aucune restriction

Annie ROLIN



## TotalFina

# COUPABLE ET... TOTALEMENT IRRESPONSABLE

La responsabilité de la catastrophe écologique déclenchée par le naufrage de l'*Erika* revient en premier lieu à la société TotalFina qui l'a affrété afin de faire transporter ses 30 000 tonnes de fuel lourd à travers l'océan Atlantique. Par le biais d'intermédiaires, londoniens paraît-il, TotalFina s'est contenté d'accepter un contrat de location avec un armateur qu'elle ne connaissait pas, pour un rafioteur naviguant sous pavillon maltais, de complaisance, et présentant l'énorme intérêt de lui permettre d'économiser jusqu'à 30 % du coût journalier du transport. Hormis cette considération de coût et un bon contrat d'assurance et de réassurance, le reste n'importait pas.

Depuis sa fusion avec Pétrofinas en 1998 (et avant même son rachat d'Elf Aquitaine il y a seulement quelques mois), TotalFina s'est placé au cinquième rang

mondial des pétroliers et au quatrième rang des raffineurs européens. Le trust est présent aux quatre coins de la planète, en Mer du Nord mais aussi au Moyen-Orient, en Asie du Sud-Est, en Afrique. Il possède des participations dans des exploitations du Golfe du Mexique, du Golfe de Guinée et notamment d'Angola. Au moment même où se répandait le pétrole sur les côtes bretonnes et vendéennes, son PDG, Thierry Desmarest, annonçait le lancement d'un projet de 1,3 milliard de francs, de construction d'une usine de production de bitume et de fuel lourd dans le sud du Vietnam. Et si le naufrage de l'*Erika*, la marée noire et la réprobation générale de l'opinion publique ont contribué à faire baisser l'action de TotalFina en Bourse de près de 5 %, ce n'est là qu'un phénomène qui passera sûrement beaucoup plus vite que le



Devant la Bourse de Paris : tout un symbole.

goudron sur les rochers.

Thierry Desmarest aurait déclaré qu'il n'était pas question pour lui de se désintéresser du dossier car « c'est notre produit qui est à la mer » et qu'en conséquence, sa société participerait au financement du nettoyage des

côtes, du pompage des cuves de l'épave, de l'indemnisation des professionnels touchés et des réparations écologiques. Quand on sait que certains dégâts causés par la marée noire de 1978, déclenchée par le pétrolier *Amoco Cadiz*, n'ont été partiellement

ge et le transport de ce produit utilisé dans le monde entier, de cette énergie indispensable aujourd'hui, que représente le pétrole. L'économie est, on nous le dit assez, « mondialisée », et l'extraction et le transport du pétrole sont une des industries les plus mondialisées qui soient. Alors à ce degré, considérer l'industrie pétrolière comme un service public, à l'échelle mondiale, dont l'exploitation ne serait plus laissée au gré d'intérêts privés mais pourrait être sévèrement et véritablement contrôlée, serait une mesure de salut public. Les pavillons de complaisance devraient être interdits, les règles de sécurité des navires, les conditions de navigation, la qualification et les conditions de travail des équipages devraient pouvoir être unifiées, considérablement améliorées et leur respect parfaitement vérifié avant que s'engagent sur l'océan ou sur n'importe quelle mer de la planète, des milliers, voire des centaines de milliers de tonnes de pétrole... sans risquer que se reproduisent des catastrophes écologiques comme celle d'aujourd'hui.

## UN MONDE DE FIOUL

Contrairement à ce que prétend le trust TotalFina, le pétrolier *Erika* naviguait non seulement sous pavillon de complaisance, mais avec des certificats de complaisance. Bien que rongé par la rouille, avec un rafistolage et un coup de peinture on le faisait repartir. C'est cela qui a failli coûter la vie de l'équipage et qui pollue les côtes atlantiques.

Mais combien de trusts font pareil en faisant effectuer bien des tâches par des sous-traitants sous-payés, dans les transports routiers par exemple ?

TotalFina est bien représentatif de tout un système : certificats bidon pour se couvrir, profits maxi, et le fuel, ils s'en lavent les mains.

indemnisés par Elf, l'affréteur, que dernièrement, soit plus de vingt ans après, on a une petite idée de ce que peuvent valoir ces discours du PDG de TotalFina. Mais ce que cette nouvelle catastrophe souligne surtout, c'est l'aberration qui consiste à laisser entre les mains de trusts privés, pour lesquels ne compte que la course au profit, la production, le raffina-

Lucienne PLAIN



Employés de la DDE préparant des barrages flottants anti-fioul à La Rochelle, ces jours-ci.

Pour le bogue de l'an 2000, les officiels seraient tous là. Promis, juré, ils nous l'avaient assez dit, ils seraient à leur poste, privés de bûche et de cotillons, à veiller pendant que nous ferions la fête... Seulement, la catastrophe n'arriva pas de là où on l'attendait. En outre, elle avait une bonne semaine d'avance.

Ce n'était pas l'informatique qui faisait des siennes, mais la météo, ou plutôt la tempête qui a balayé d'abord les côtes, puis le pays et une partie de l'Europe juste avant et après Noël. Et là, ce n'est pas à cause des lignes téléphoniques coupées que ministres et président se trouvaient aux abonnés absents : la plupart se reposaient sous des cieus plus cléments. Du moins, c'est ce que l'on a fini par apprendre.

Chirac envoya un télégramme aux sinistrés... depuis le Maroc. Jospin est

revenu un jour plus tôt que prévu de son séjour en Égypte. D'autres ont brillé par leur absence, tel Chevènement, ministre de l'Intérieur et, à ce titre, responsable de la Protection civile. Passons sur Voynet : son « congrès » à la Réunion se prolongeait malgré la catastrophe de l'*Erika*, puis l'ouragan. Évidemment, pour une ministre de l'Environnement, ça la fiche mal. Mais, si certains en ont fait des gorges chaudes dans les journaux, ce n'est pas que pour de bonnes raisons : auraient-ils été aussi empressés à critiquer un ministre masculin ?

La presse a été plus discrète, en tout cas, sur les escapades de Jospin ou Chirac, et pas forcément parce qu'elles auraient été moins connues des rédactions.

Aurait-elle été là au moment du naufrage de l'*Erika*, s'est défendue Voynet, que cela n'y aurait rien changé. Certes. D'ailleurs personne n' imagine Chirac, Jospin, et le gouvernement au grand complet se portant au devant des éléments déchaînés pour leur faire un barrage de leurs corps... Sur ce terrain, comme sur d'autres, ils ne seraient pas d'une grande utilité à

la collectivité. Qu'ils aient été ou pas en vacances durant une tempête qui ne dépendait bien évidemment pas d'eux, la question n'est pas là, hormis pour l'image de serviteurs dévoués au bien public que les hommes et femmes au pouvoir aiment donner d'eux-mêmes.

En revanche, les décisions qu'ils prennent ou non et celles qu'ils ont refusé de prendre peuvent avoir, face aux événements naturels, des conséquences qui, elles, n'ont rien à voir avec la nature.

Les troubles atmosphériques majeurs, on l'a vu, ne sont pas si faciles

## TOUT VA TRÈS BIEN, MADAME LA MARQUISE...

à prévoir finement, et encore moins à prévenir. En revanche, dans le cas de la catastrophe de l'*Erika*, si la tempête a joué son rôle destructeur, celui-ci a été plus que facilité par le fait que les autorités ne veulent nullement faire de peine aux trusts pétroliers ni aux armateurs qui envoient sur une mer déchaînée des rafioteurs dangereux pour leur équipage et pour l'environnement.

Alors, ce n'est pas devant la tempête que se couchent les autorités, mais devant le capital, la loi du profit maximum, celle du « après nous le déluge ». Et cela, qu'il pleuve ou qu'il vente et même par temps calme. Alors, quand le temps se dérègle, ceux qui nous gouvernent peuvent être là ou pas, cela n'y change plus grand-chose...

P.L.



## LES SERVICES PUBLICS SONT INDISPENSABLES, ALORS IL FAUT ARRÊTER LES SUPPRESSIONS D'EMPLOIS ET Y EMBAUCHER MASSIVEMENT!

Après les désastres causés par les tempêtes qui ont traversé à deux reprises le pays, il a fallu tout le dévouement de dizaines de milliers de pompiers, d'agents des Directions Départementales de l'Équipement, d'agents de la SNCF et de l'EDF, des employés de service des collectivités territoriales ou de l'État pour permettre à toutes les populations touchées d'être secourues au plus vite, d'être transportés dans les hôpitaux pour les blessés, de retrouver un toit pour d'autres, de voir rétablir l'électricité, le téléphone, des routes praticables, et des transports en commun. Les représentants du gouvernement et la presse unanime ont non seulement salué leur dévouement mais redécouvert, le temps des déclarations, l'utilité vitale pour toute la population d'un ensemble de services publics de qualité.

Pour répondre aux besoins de tous, en tout cas du plus grand nombre, il faut en effet des hommes et des femmes organisés dans des services dont la finalité est de satisfaire ces besoins et non de satisfaire des objectifs de rentabilité et de profit. C'est encore plus une évi-

dence dans des situations d'urgence comme celle que l'on vient de connaître. Si les pompiers ou les agents de l'équipement n'intervenaient, comme le font certaines sociétés privées de sauvetage en diverses spécialités, qu'à condition que cela rapporte un bénéfice juteux, on laisserait crever au sens propre du terme une bonne partie des populations dans le besoin. Ce n'est pas une réflexion abstraite, c'est le cas pour des centaines de millions de personnes à travers le monde, dans les pays pauvres d'abord, mais même dans les pays riches, et de plus en plus vrai par exemple en ce qui concerne la santé.

Car les capitalistes se fichent comme d'une guigne de l'intérêt général, dans le choix de leurs productions tout comme dans les conséquences de celles-ci. Il n'y a qu'à lire les premières déclarations de Desmaret, le PDG du géant Total-Fina, pour voir comment un tel groupe peut afficher son irresponsabilité à propos de la pollution des côtes du pays par son pétrole.

Alors, le choix devrait être simple, entre les intérêts égoïstes et

cupides à court terme de la toute petite minorité de privilégiés et les intérêts fondamentaux de l'immense majorité de la population. Et les services publics doivent être à la hauteur des besoins non seulement en cas de catastrophe mais tous les jours car, des secours à l'entretien des routes, de la santé à l'éducation, ils touchent une part essentielle de la vie des gens.

Seulement il faut bien prendre acte de la totale hypocrisie des représentants de ce gouvernement, comme de ses prédécesseurs. Car le choix du gouvernement Jospin est justement, dans la continuité, de choisir de détourner l'argent public au bénéfice exclusif de la petite minorité de possédants et du coup d'aggraver, par les restrictions budgétaires, les réductions d'effectifs, la situation de tous les services publics.

L'actualité récente a justement été marquée par des protestations et des manifestations de presque tous les secteurs concernés. Des pompiers au personnel de la SNCF et de l'EDF, en passant par l'Équipement et les personnels des hôpitaux, ces



Après les inondations de novembre; c'est le service public des DDE qui entretient et répare le réseau routier.

mouvements protestaient entre autres contre le blocage des embauches, les diminutions d'effectifs, les restrictions budgétaires. De plus cet hymne aux services publics de la part de ce gouvernement qui bat les records de privatisation est indécent. Air France, les services de l'Équipement, EDF sont sous la menace de privatisations totales ou partielles en plus de toutes

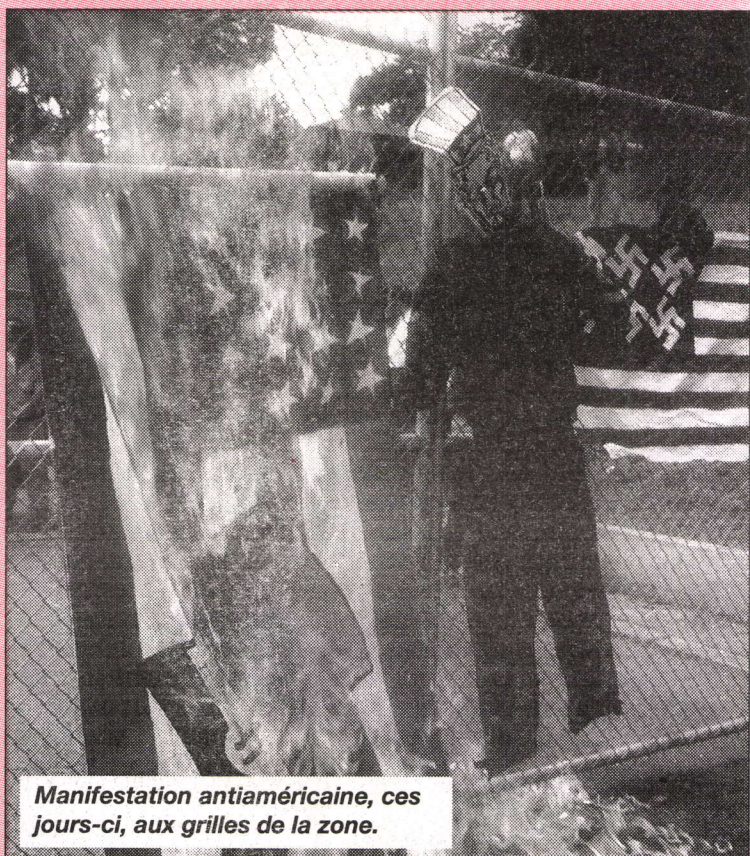
celles déjà réalisées.

Les besoins existent, personne ne peut le nier aujourd'hui. Il faudra bien imposer le respect et le développement d'un service public répondant vraiment aux besoins de tous. Il faudra pour cela imposer, par la lutte, l'embauche en masse, non seulement pour combler les trous laissés par les coupes déjà réalisées, mais aussi pour créer tous les emplois supplémentaires nécessaires. Et ce serait aussi le moyen, pour toute la société, d'en finir avec le chômage de millions d'hommes et de femmes laissés scandaleusement dans l'inactivité alors qu'on aurait tant besoin de leur cerveau, de leur bras et de leur dévouement social.

Paul SOREL

### Panama

## LES EAUX TROUBLES DU CANAL



Manifestation anti-américaine, ces jours-ci, aux grilles de la zone.

Le 31 décembre 1999, le dernier soldat américain doit quitter la zone du canal de Panama, redevenue depuis le 14 décembre 1999, une partie du territoire de l'État panaméen.

C'est la fin d'une situation d'exception qui avait amené les États-Unis à posséder la «zone», la bande de 80 km de long sur 20 km de large où passe le canal depuis 1903. Aux USA, les Républicains conservateurs ont protesté contre cet «abandon de souveraineté» américain et Clinton, démocrate lui, a boudé les cérémonies du 14 décembre.

Pourtant, il n'y a pas un seul possédant qui soit égratigné dans cette histoire, et son seul mérite, bien indirect, est de rappeler un peu concrètement à quel prix s'opère la domination impérialiste de la planète.

La construction du canal de Panama commença par être une affaire française, une affaire si peu ragoûtante d'ailleurs qu'elle se termina par un scandale financier. Mais elle avait déjà fait des profits pour ceux qui avaient lancé l'opération.

Après avoir racheté la concession française pour la construction du canal de Panama, les États-Unis se heurtèrent au refus de la Colombie de se voir déposer de cette partie de son territoire. Le président des États-Unis de l'époque, Roosevelt, traita alors les Colombiens de «petites créatures misérables» qui

voulaient empêcher «la construction d'une des grandes voies de communication de la civilisation». Les États-Unis s'appuyèrent sur quelques «indépendantistes» qui, après l'arrivée de navires américains, se soulevèrent, proclamant l'indépendance de la République de Panama. Celle-ci, immédiatement reconnue par les USA, leur céda la concession à perpétuité de la zone du canal. Le creusement du canal pouvait commencer; il dura de 1904 à 1914 et coûta 16 000 morts.

Panama devint alors un des points phares de la domination des USA sur l'Amérique latine, point d'ancrage notamment du centre de commandement sud de l'armée américaine, centre de la CIA et lieu de formation, avec l'école des Amériques, d'une grande partie des dictateurs latino-américains.

Aujourd'hui, les États-Unis estompent cette domination trop criante. Panama est la seconde zone franche du monde après Hong-Kong et est devenue un centre bancaire international où vient se blanchir l'argent sale de la drogue de Colombie toute proche. D'ailleurs, ce sont deux sociétés de Hong-Kong qui vont développer les deux ports situés à chaque bout du canal.

Les États-Unis s'effacent. Mais pas les capitaux et les profits. N'est-ce pas ce qui compte, bien plus qu'un drapeau étoilé? Nelly MEYER

## LUTTE DE CLASSE N° 47

(décembre 1999 - janvier 2000)

### Au sommaire :

Textes adoptés par la conférence nationale de Lutte Ouvrière

- La situation internationale
- La situation économique internationale
- La situation intérieure

Texte proposé par la minorité

- Nos orientations et nos tâches

Prix : 10 F  
envoi contre 12 F en timbres





AFP

C'était hier, ou plutôt avant-hier - en 1983 - à Vénissieux (69) ...

## Promesses sur la rénovation des banlieues

# DEMAIN, ON RASE (LES TOURS) GRATIS!

Jospin a annoncé le 14 décembre dernier un nouveau plan de rénovation sur six ans des quartiers défavorisés, présenté comme chaque fois comme un « effort sans précédent ». Le gouvernement allouera jusqu'à 20 milliards de francs à cette tâche.

L'objectif de ce plan serait de désenclaver les cités en favorisant les transports en commun, en y installant plus de services publics, en renouvelant l'offre de logements par destructions des tours et barres trop invivables et en construisant de nouveaux logements sociaux, en favorisant enfin le développement économique des quartiers par des allègements de charges pour les commerçants, artisans ou entreprises qui s'installeraient dans ces zones défavorisées.

A priori, on pourrait dire « chiche ! ». Encore faudrait-il que ce plan ne reste pas lettre morte, et ne reste pas un simple effet d'annonce. Car ce n'est pas la première fois qu'un plan pour les banlieues est proclamé et qualifié d'« ambitieux » par ses promoteurs. Mais quand on y regarde de plus près, on est moins enthousiaste compte tenu du retard pris dans ce domaine.

Pour ne remonter qu'à 1990, Mitterrand avait promis -

c'était un gouvernement de « gauche » ! - l'amélioration de la vie dans les banlieues grâce à la création d'un Ministère de la Ville (avec Tapie à sa tête) et le vote d'une loi d'orientation pour la ville. Résultat, neuf ans après, le gouvernement constate qu'on vit toujours plus mal en banlieue et il ressort les mêmes solutions qui n'en sont pas ! En 1993 - c'était un gouvernement de droite -, il y eut le lancement de quatorze « grands projets urbains », dont dix en Ile-de-France, mais seulement quatre, de l'avis même de la délégation interministérielle de la Ville, ont réellement abouti à une amélioration des quartiers visés. Et en 1999, sur une prévision de construction de 80 000 logements sociaux, seulement 45 000 seront lancés effectivement avant la fin de l'année, alors que la demande s'élève rien qu'en Ile-de-France à 280 000 !

On peut donc être sceptique sur la réalité du nouveau plan annoncé. Mais on peut aussi douter de son efficacité s'il est effectivement appliqué. Car si de nombreuses communes hésitent à s'engager aujourd'hui dans la construction de cités malgré les enveloppes promises par le gouvernement, c'est qu'elles savent bien qu'il ne

suffit pas de rénover par-ci ou de reconstruire par-là pour empêcher le développement de la misère et des tensions qu'elle produit. Les vraies causes des difficultés de vie dans les banlieues sont le chômage, l'absence de perspectives d'avenir pour une jeunesse laissée à elle-même, les salaires inexistantes ou trop faibles pour permettre le paiement régulier d'un loyer et des charges. Et ces causes-là, le gouvernement n'est pas prêt à y remédier en créant les emplois nécessaires, quitte à s'en prendre aux richesses accumulées par les grandes entreprises.

Du coup, les projets de rénovation des quartiers reviennent à mettre un emplâtre sur une jambe de bois. Ce qui n'empêche pas que les sommes promises à ce titre ne sont cependant pas perdues pour tout le monde puisqu'elles vont dans la poche des bétonneurs.

Si des mesures radicales ne sont pas prises pour mettre fin à ces fléaux, il y aura d'autres plans banlieue annoncés en grande pompe, sans plus d'efficacité, par des ministres ou des premiers ministres qui préféreront toujours aller loger ailleurs !

Claire LACOMBE

## Installations scolaires

# LE MANQUE DE SÉCURITÉ

Selon le rapport de la commission chargée d'observer la sécurité des installations scolaires, si cette sécurité s'améliore, elle le fait très lentement.

Ainsi, le nombre d'accidents dans les écoles primaires est en nette augmentation. Un autre fait est relevé : la lenteur avec laquelle s'opère la mise en conformité des machines dans les établissements techniques et professionnels. Rien de bien étonnant lorsque l'on sait que les établissements concernés doivent se débrouiller seuls, sans l'aide d'aucun service de l'Éducation nationale véritablement spécialisé en la matière.

Selon ce rapport, le risque d'incendie constitue l'une des principales menaces dans les établissements scolaires.

Il y a vingt-six ans, un collège parisien, rue Pailleron, brûlait en quelques minutes ; il y eut des dizaines de victimes. Pourtant, il existe toujours des dizaines de constructions de ce

type reconnu dangereux par tous. Mais au-delà de cette situation inadmissible, de nombreux locaux scolaires sont totalement inadaptés au nombre d'élèves qui les fréquentent. Lors des interclasses par exemple, en temps normal, leurs déplacements peuvent être déjà l'occasion de bousculades dangereuses. En conséquence, la commission déclare s'attacher durant l'année 2000... à la manière dont s'effectuent les exercices d'alarme incendie dans les établissements !

C'est bien la moindre des choses. Mais il serait tout de même plus efficace de prévenir les conséquences d'incendies qui pourraient être catastrophiques, en engageant un véritable programme de transformation ou de reconstruction des locaux dangereux, ce qui supposerait d'y consacrer le budget nécessaire.

Michel ROCCO

## Foot

# LA PUB S'INCRUSTE...

A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2000, il pourra y avoir de la publicité virtuelle dans les retransmissions de matchs de football. C'est ce que vient de décider la FIFA, la Fédération internationale de football.

Pensez donc, lors d'un match retransmis sur les chaînes de télévision du monde entier, par exemple durant la coupe du monde, les publicités qui bordent le terrain sont forcément les mêmes pour tous, y compris pour des pays dans lesquels telle ou telle marque n'est pas présente. S'y ajoute le fait qu'une publicité rédigée en français (ou en anglais, en espagnol, etc.) a peu de chance d'être comprise dans des pays ne pratiquant pas ces langues. Le sigle ou le logo d'une marque ne peut d'ailleurs même pas être reconnu, par exemple par des dizaines de millions de téléspectateurs ayant un autre système d'écriture que l'alphabet latin, comme en Europe de l'Est et du Sud-Est, dans les pays arabes et dans l'immense majorité de l'Asie. Quel gâchis... pour les publici-

taires et, derrière eux, pour les propriétaires desdites marques et leurs actionnaires !

Cela ne pouvait plus durer. Désormais, il y aura donc des « incrustations numériques » de publicités rédigées dans la langue du pays, ce procédé permettant même un changement complet de la marque pour tenir compte des spécificités commerciales locales, et des nouveaux contrats publicitaires juteux qui vont pouvoir être ainsi signés.

Le progrès technique en matière d'images virtuelles, le sport et les amateurs de foot n'y ont évidemment pas grand-chose à voir. Ou alors c'est malgré eux et au sens propre du verbe voir, car ces images virtuelles ne serviront qu'à imposer encore un peu plus aux téléspectateurs la publicité des marchands de cacahuètes, de pellicules photo, d'automobiles et autres. Les images seront virtuelles, mais pas leurs profits gonflés.

P. L.



**Disneyland**  
(Marne-la-Vallée)

# RAS-LE-BOL DU MÉPRIS ET DES BAS SALAIRES

Dans cette entreprise récente (le parc a ouvert en 1992), environ 12 000 salariés, dont 30% de précaires, travaillent tous les jours de l'année selon des horaires les plus variés. Ici la flexibilité est une réalité quotidienne. Une grande proportion des travailleurs de Disneyland est payée au SMIC, et ceux qui sont en équipe le dépassent à peine. La dernière augmentation de salaire date de fin 1998, à la suite d'une grève déjà...

En fait de parc enchanteur et de monde merveilleux tant vanté par la publicité, il s'agit surtout d'une gigantesque machine à profits. Le parc, avec ses services d'hôtellerie et de restauration, a rapporté 155 millions de francs l'an passé à Disney, ce qui ne l'empêche pas de toucher des subventions du conseil régional d'Ile-de-France. A l'échelle mondiale, le groupe Disney pèse plus de 271 milliards de francs et a rapporté en 1998 plus de 12 milliards de francs de bénéfice à ses actionnaires. C'est cette contradiction flagrante entre l'image idyllique véhiculée par Disney et la réalité de ce qu'ils subissent qui explique en grande partie le ras-le-bol que ressentent beaucoup de travailleurs.



R. Gamin

## PICSOULAND

Pour maintenir une telle exploitation, la direction exerce toutes sortes de pressions sur les employés : elle paye des mouchards chargés de la renseigner sur ceux qui ne courbent pas assez la tête ; elle encourage la délation en convoquant des employés en entretien individuel pour demander ce que l'on pense d'un tel ou de tel autre ; elle harcèle des syndicalistes en les changeant de service et en les poussant à bout. Bien des employés craquent sous la pression, partent en déprime ou démissionnent carrément, ce qui explique le «turn-over» considérable dans l'entreprise.

D'autant plus que les modalités de la nouvelle loi sur les 35 heures inquiètent des travailleurs auxquels la première loi a été appliquée et qui ont déjà leur compte de flexibilité. Mais la direction en a rajouté une couche à propos de la nuit du réveillon de l'an 2000. Aux plus de 4 000 employés qui travailleront cette

nuit-là – certains volontaires, d'autres contraints – elle ne propose qu'une prime de 700 F brut (alors que les clients paieront leur réveillon 999 F, et que Disney n'hésite pas à payer 3 000 F à des boîtes d'intérim par intérimaire recruté spécialement pour cette occasion qui eux ne toucheront également que 700 F brut de prime), des entrées gratuites du parc pour la famille, une parka polaire au sigle Disney, et un billet de tombola pour gagner une voiture. Et encore, certains qui prendront leur service peu après minuit, le 1<sup>er</sup> janvier 2000 donc, ne sont pas concernés !

C'est notamment le faible montant de la prime qui en a indigné beaucoup, au point que les syndicats se sont tous retrouvés dans une intersyndicale pour appeler à la grève jeudi 23 décembre. Ce jour-là, dès l'aube, des employés ont commencé à se rassembler dans le hall de la gare RER qui dessert le parc. Pour tâcher d'empêcher le rassemblement, des cadres (portant

la fameuse parka polaire qu'ils semblaient porter sans devoir travailler la nuit du réveillon, eux) montaient dans les RER plusieurs gares avant pour indiquer aux employés de Disneyland, sur le ton d'un ordre, qu'il fallait descendre avant le terminus et qu'on pouvait rejoindre le parc grâce à des bus affrétés pour l'occasion. Malgré cette manœuvre, le nombre de grévistes grossissait dans le hall de la gare, au point que la maîtrise qui essayait de les bloquer pour les empêcher de manifester devant l'entrée du parc, a été obligée d'interrompre son barrage. Et c'est à environ un millier que les grévistes se sont retrouvés au milieu de la matinée devant l'entrée. Dans l'après-midi, ils se sont répandus dans les coulisses du parc, rencontrant l'approbation de nombreux intérimaires n'ayant pas osé se joindre à la grève.

La direction semblait avoir perdu son pari, elle qui essayait tant de minimiser la grève en présence des médias. En effet, il n'y avait qu'un tiers du nombre de touristes attendus ce jour-là qui sont vraiment venus s'amuser dans le parc, bien que l'entrée ne soit pas bloquée. Et heureusement que les clients étaient peu nombreux car certaines attractions ne fonctionnaient pas avec leur personnel habituel et les normes de sécurité n'étaient pas respectées.

La direction changeait donc d'attitude sous la pression des grévistes. N'ayant pas peur du ridicule, elle faisait servir un chocolat chaud à ceux qui étaient rassemblés dans le froid, pendant

qu'un moment plus tard un manager agressait un syndicaliste qui s'adressait à la foule par mégaphone. Mais surtout elle acceptait d'ouvrir les négociations salariales dès le lendemain, ce que réclamait l'intersyndicale. Dernière manœuvre, la direction proposait que les négociations s'ouvrent à 16 heures, le 24 décembre, espérant qu'à ce moment-là les employés ne songeraient qu'à rentrer chez eux préparer le réveillon de Noël. Mais finalement elle acceptait l'horaire de 14 heures proposé par les syndicats.

## UNE PREMIÈRE

La grève n'a duré qu'un seul jour, mais elle a touché environ 30% du personnel qui devait travailler ce jour-là, ce qui ne s'était jamais vu chez Disneyland. Les employés ont obtenu l'ouverture de négociations qui n'ont toujours pas abouti en début de semaine, bien qu'un préavis de grève soit posé pour le 31 décembre si les revendications ne sont pas satisfaites avant le 28 : réévaluation des salaires, augmentation de la prime du 31 ou bien octroi de 3 jours de congés supplémentaires, et paiement du jour de grève.

De toute façon il semble qu'il sera désormais plus difficile à la direction de continuer à traiter les travailleurs comme avant. Nombre d'entre-eux ont goûté à la solidarité dans une entreprise où la coupure est traditionnellement grande entre les travailleurs des différentes attractions, entre eux et avec ceux de l'hôtellerie, de la restauration ou des services. Et nombreux également sont ceux qui se sont rendu compte qu'il était possible de riposter aux mauvais coups, tout particulièrement les jeunes qui faisaient grève pour la première fois. C'est une leçon qui servira à l'avenir.

## SEHV-SA (Grenoble)

# TENSION À LA HAUTE TENSION

A Grenoble, SEHV-SA fabrique des matériels électriques de très haute tension (disjoncteurs, sectionneurs, postes à haute tension) et emploie 891 salariés. Depuis la mise en filiale en juin 1999 de cette activité de Schneider Electric (ex-Merlin-Gerin) et face aux annonces répétées de la direction concernant la baisse des commandes enregistrées en 1999, le personnel est inquiet. Le 23 novembre, la direction a proposé un plan de réduction d'effectif de 168 personnes.

Le 7 décembre, dans le cadre des négociations du plan dit «social», de nouvelles propositions furent

faites par la direction : 74 suppressions de postes en 2000, dont 40 départs en retraite anticipée (FNE), 32 heures annualisées avec réduction de salaire de 2,5% (5% pour les salaires au-dessus du plafond de la Sécurité sociale) et réduction de la prime d'intéressement, puis 50 suppressions de postes en 2001, 35 heures annualisées, retour des salaires au niveau actuel (ce qui implique qu'il n'y ait aucune augmentation générale durant ces deux ans).

A la sortie des discussions, les 600 salariés, qui avaient débrayé à l'appel des syndicats, rejetèrent ces propositions et

imposèrent une reprise immédiate des négociations en retenant des représentants de la direction jusqu'au lendemain matin dans la salle de réunion. Les sites A, B et C, qui regroupent d'autres entités de Schneider, furent fermés, si bien que les ouvriers et techniciens grévistes de SEHV s'y retrouvèrent seuls.

Les salariés demandèrent alors aux syndicats de nouvelles négociations qui reprirent le 9 décembre. En 14 heures de discussion, cette rencontre accoucha d'une souris. Les cinq organisations syndicales, CGT, CFDT, CFTC, CGC et UNSA, signèrent un document avec la

direction, reprenant en partie les propositions du 7 décembre, mais sans réduction de salaires et avec application des 35 heures annualisées dès 2000. Une copie de ce document fut distribuée à l'ensemble du personnel. La CFDT, syndicat le plus influent, vanta les mérites «de ce que la direction avait lâché» tout en «s'en remettant à l'avis des salariés».

Les 400 grévistes présents votèrent à 350 la reprise du travail. Les plus combattifs étaient dégoûtés de reprendre le travail dans ces conditions, mais la majorité des salariés ne pensait pas pouvoir obtenir plus. Tous

constatèrent cependant que trois jours de grève avaient amené la direction en position défensive, et que les travailleurs représentaient une force.

Pendant ces trois jours de grève à SEHV, les syndicats n'ont pas voulu impulser des débrayages dans l'ensemble du groupe Schneider qui regroupe 6 000 personnes dans l'agglomération, prétendant qu'il était plus tactique d'attendre une semaine. Pourtant face à un patron aussi puissant, la meilleure «tactique» n'est-elle pas justement de mettre en œuvre toute la force que les travailleurs peuvent représenter quand ils luttent ensemble ?



## Aérospatiale - Matra

### 30 HEURES DE GARDE À VUE POUR DES MILITANTS CGT!

Le 14 décembre à 6 heures du matin, les policiers de la brigade financière venaient perquisitionner au domicile d'un des responsables de la CGT, puis dans son bureau à l'usine de Suresnes, et enfin l'embarquaient. L'après-midi un autre militant de l'usine de Saint-Nazaire subissait le même sort. Et pour finir un troisième militant, de Toulouse, était aussi inquiété. Les deux premiers furent menottés et transférés au commissariat de Paris XIII<sup>e</sup>. Ils y passèrent la nuit au secret, et ne furent libérés que le lendemain à 15 heures. Le tout sans mise en examen ni présentation devant un juge.

Pour quel motif ce déploiement de forces?

Eh bien, trois mois auparavant, la direction du groupe Aérospatiale-Matra dévoilait au Conseil de surveillance, et donc aux syndicalistes qui y siègent, les résultats financiers du premier semestre 1999, faisant état d'un déficit de 700 millions de francs - déficit tenant uniquement à la façon de présenter les choses. Seulement la veille, le

20 septembre, le journal économique de l'Agefi avait publié ces chiffres!

Il y avait donc eu fuite. D'où colère de Lagardère, le nouveau PDG de l'Aérospatiale privatisée, et dépôt de plainte contre X pour divulgation de chiffres confidentiels.

Après quoi la brigade financière a fureté partout. Et elle s'en est prise d'autant plus volontiers à la CGT, que cette dernière est en procès avec la direction. Plus de 300 militants de la CGT ont constitué, ou sont en train de le faire, des dossiers pour discrimination antisyndicale, avec autant de plaintes, déposées ou à venir, aux Prud'hommes.

Seulement les fins limiers de la financière ont dû se rendre à l'évidence: les chiffres communiqués aux syndicalistes et ceux publiés par l'Agefi n'étaient pas les mêmes! Ah, s'ils avaient comparé avant...

Qu'à cela ne tienne, ils ont alors mis en examen un journaliste de l'Agefi, à qui ils demandent de révéler ses sources... On en est là...

## LAGARDÈRE, UN FINANCIER DE HAUT VOL

Si le héros de roman était un fin bretteur, le Lagardère de la finance est un manieur d'argent et manipulateur de politiciens, dont on aimerait que la grande presse fasse davantage de lumière sur ses faits et gestes.

La privatisation d'Aérospatiale s'est faite de manière ahurissante et scandaleuse. Le gouvernement souhaitait vendre l'Aérospatiale, une entreprise de 30000 personnes fabriquant les lanceurs de la force de frappe, les lanceurs civils (Ariane), les avions Airbus, les hélicoptères Eurocopter. Des audits ont été effectués par des cabinets spécialisés (américains, européens). La valeur s'établissait entre 80 et 160 milliards: trop énorme pour Lagardère.

Tout le monde tomba des nues lorsque Jospin et Dominique Strauss-Khan annoncèrent au dernier salon de l'aviation qu'ils intégraient l'Aérospatiale au groupe Lagardère... pour une «soulte» globale de 2 milliards de francs! Et encore, payable dans les deux ans, avec un premier versement de 0,85 milliard... si la rentabilité de l'ensemble n'atteignait pas 8% (au-dessus de 8% Lagardère ne payait rien du tout).

Le plus cocasse, c'est que le fils de Lagardère a déclaré à qui voulait l'entendre que les médias l'intéressaient mais pas l'aéronautique, et que dès qu'il

hériterait de papa, il s'en débarrasserait. On serait curieux de voir à quel prix il revendra le groupe, et à qui. En attendant c'est du personnel dont le papa se débarrasse massivement.

Dernier épisode en date de la saga des Lagardère: la presse a annoncé à grands sons de trompe que le futur Airbus géant A3XX était prêt à être construit, que Boeing n'avait qu'à bien se tenir, qu'on allait voir ce qu'on allait voir.

Sauf que... Lagardère n'a pas voulu: «Le groupe a refusé de s'engager dans ce programme de 12 milliards d'euros qui compromettrait ses objectifs ambitieux de rentabilité» (Le Monde du 10 décembre).

Ce n'est pas nous qui affirmerons que cet Airbus valait nécessairement la dépense - et sans doute y-a-t-il bien des choses plus urgentes à faire dans le monde que ce genre de gros avions. Mais ce qui est clair, c'est que tant qu'Aérospatiale était nationalisée, c'était l'Etat qui payait - que cela soit justifié ou pas - les frais de recherche, de mise au point, etc. Et si c'était un gouffre financier (voir Concorde) l'Etat passait l'éponge.

Tandis que maintenant que l'Aérospatiale est privée, Lagardère ne risque pas «ses» sous comme cela! Adieu le A3XX...



## Samu

# MÉDECINS EN GRÈVE

Les médecins travaillant dans les services d'Urgences et les SAMU sont pour la plupart des vacataires, quelle que soit la durée de leur travail hebdomadaire. Une grande partie de leur travail, en particulier la nuit et les week-ends, est payée en «garde» c'est-à-dire comme une prime. Face à cette situation, il y a régulièrement depuis quelques années des mouvements de grève des médecins urgentistes, pour obtenir de vrais contrats d'embauche et que les gardes soient considérées comme du temps de travail, mais sans que la situation ait véritablement évolué.

Suite à la dernière de ces grèves, en juin, les médecins du SAMU 93 (Seine-Saint-Denis), soit une cinquantaine de médecins répartis sur quatre hôpitaux, las de faire des grèves symboliques qui ne donnent aucun résultat, ont décidé de faire grève de nouveau, mais cette fois-ci en ne venant vraiment pas travailler, en ne répondant pas aux assignations de l'hôpital. Ils ont déposé un préavis du 16 décembre au 2 janvier et n'ont pas préparé de planning pour cette période.

Ces dernières semaines, il y a eu de nombreuses grèves et manifestations dans les hôpitaux parisiens pour protester contre les réductions budgétaires, le manque d'effectifs et la précarité d'une grande partie du personnel. Les médecins se considèrent souvent comme une catégo-

rie différente du reste du personnel. En fait, si leurs salaires sont plus élevés, et qu'on leur parle de façon plus «courtoise», les directions des hôpitaux et les autorités de l'Etat cherchent aussi à faire sur leur dos le maximum d'économies en ne tenant aucun compte des conséquences pour les malades.

C'est dans ce contexte que l'Agence régionale hospitalière (ARH) a entamé des négociations avec les médecins du SAMU 93. Rapidement l'ARH a proposé des contrats de 6 mois, renouvelables 4 fois. Les médecins seraient augmentés, et pourraient considérer le temps passé à relire les dossiers, à la formation ou à la préparation de protocoles de soins, comme du temps de travail. Tout cela est loin d'une embauche réelle mais est considéré par tous les grévistes comme une nette amélioration. Mais au dernier moment le 15 décembre, l'ARH a mis des conditions à ces contrats qui en excluaient la plupart des médecins.

Aussi le 16 décembre à 8 heures du matin les médecins ne se sont pas rendus à leur poste de travail, les directions d'hôpitaux ont menacé les grévistes mais sans succès. Le travail du SAMU a été assuré par les quelques médecins permanents des services mais cela n'aurait pu durer que quelques jours. Le soir même l'ARH reformulait ses propositions pour les

rendre accessibles à tous les médecins et la grève s'arrêtait alors avec le net sentiment d'avoir gagné.

Les autres médecins urgentistes ont suivi cette grève avec intérêt, mais seul le SAMU 95 (Val-d'Oise) à l'hôpital de Pontoise s'est joint au mouvement. Là aussi pendant 24 heures les médecins vacataires n'ont pas pris leurs gardes. Cette grève fait suite à des mouvements du même type à Avignon et à Toulouse et exprime un profond ras-le-bol des urgentistes. Le manque d'effectifs de toutes les catégories de personnel fait qu'on ne se sent bien souvent plus en mesure d'effectuer correctement son travail. Bien sûr, quitter son poste dans les services d'urgences peut être lourd de conséquence pour les malades; mais bien souvent aujourd'hui, c'est rester à son poste qui est désastreux tant il est illusoire de prétendre traiter l'urgence quand les malades doivent attendre plusieurs heures avant d'être examinés ou que le médecin est trop épuisé pour pouvoir faire son travail correctement.

Les irresponsables, ce sont tous ceux qui ont organisé la situation actuelle, les ministres de gauche comme de droite, les directeurs d'hôpitaux et les médecins chefs de services. Tous, sous prétexte d'économies, ont mis les services d'urgences à la limite de la rupture. Alors, les médecins du SAMU 93 et du SAMU 95 ont raison de refuser de continuer de travailler dans ces conditions.



# L'INDÉPENDANCE DE L'INDONÉSIE

**Il y a cinquante ans, le 27 décembre 1949, les Pays-Bas reconnaissent la souveraineté de l'Indonésie. Après plus de trois siècles de colonialisme néerlandais pendant lesquels bien des révoltes avaient éclaté, il avait fallu quatre ans de guerre après la proclamation de l'indépendance pour y parvenir.**

L'armée japonaise avait profité de la Deuxième Guerre mondiale, pour étendre sa domination en Asie du Sud-Est. Débarquant dans l'archipel indonésien le 28 février 1942, elle y supplanta les Pays-Bas pendant trois ans et demi. Le nationaliste indonésien Sukarno et les autres leaders nationalistes emprisonnés depuis des années par les autorités hollandaises, relâchés, collaborèrent avec les autorités japonaises et en profitèrent pour populariser leur mouvement.

La capitulation japonaise, le 15 août 1945, provoqua un vide politique qui profita aux indépendantistes. L'indépendance fut proclamée par Sukarno

deux jours plus tard. Mais elle fut de courte durée, à peine plus d'un mois.

## Les impérialistes contre l'indépendance

En effet, les Pays-Bas ne tardèrent pas à manifester leur volonté de reconquérir l'Indonésie avec, dans un premier temps, l'appui de la Grande-Bretagne. Des troupes britanniques occupèrent les principaux ports des îles de Java et de Sumatra, à partir du 28 septembre 1945. Des soldats indiens qui faisaient partie des bataillons britanniques, refusèrent de se battre contre les Indonésiens. Les troupes avaient pour mission de désarmer 250 000 soldats japonais et de

libérer presque autant de prisonniers. En fait, le général Philip Christison, commandant en chef allié, fit savoir que les forces japonaises de Java serviraient temporairement à faire respecter la loi et l'ordre.

Il fut rapidement évident que le débarquement anglais servait de paravent à celui des troupes hollandaises. «Lorsqu'ils virent les forces hollandaises débarquer sous la protection britannique et qu'ils apprirent que les chefs japonais avaient reçu l'ordre de reconquérir les villes détenues par les Indonésiens, les dirigeants de la nouvelle République indonésienne eurent de bonnes raisons de penser que l'objectif des Alliés était de rétablir le statut colonial dans leur pays», rapporte un journaliste, Tibor Mende. Alors que la capitale, Batavia – à laquelle les nationalistes redonnèrent son ancien nom de Djakarta – était couverte d'inscriptions anti-hollandaises, le gouvernement indonésien de Sukarno avertit le commandement anglais qu'il l'aiderait dans le désarmement des Japonais mais qu'une nouvelle occupation des troupes hollandaises se heurterait à une résistance armée.

L'offensive anglo-hollandaise, marquée par des bombardements et des massacres, se heurta à la résistance de la population et à la lutte armée des nationalistes. Les dirigeants britanniques invitèrent les autorités hollandaises à négocier, tout en maintenant une occupation militaire des grandes villes. Pendant ce temps, Bornéo et les îles les plus lointaines furent à nouveau occupées par les Pays-Bas qui eurent recours à un ancien officier de leur armée à la sinistre réputation, le capitaine Westerling, pour organiser un massacre dans les îles Célèbes qui fit 4 000 victimes selon les sources militaires hollandaises, plus de 30 000 selon les Indonésiens.

## L'oppression change de forme

Le 25 mars 1947, les Pays-Bas reconnurent l'autorité de l'Indonésie, mais uniquement sur les trois îles de Java, Madura (à proximité de Java) et Sumatra. Il était précisé que le gouvernement indonésien s'engageait à rétablir les colons dans tous leurs droits et tous leurs biens. Dans les autres îles, au nom du fédéralisme, il était prévu de maintenir des gouvernements créés directement par les Pays-Bas. Mais cet accord fut rompu par le gouvernement hollandais lui-même, qui lança de nouvelles offensives militaires, notamment pour récupérer une région pétrolière et une zone de grandes plantations. Ce fut officiellement une opération de police, car jamais, au cours de ces quatre ans, les Pays-Bas ne reconnurent qu'ils menaient aux antipodes une guerre coloniale, pas plus que la France n'admit jamais les siennes.

Les troupes britanniques s'étant retirées en novembre 1946, les Etats-Unis entraient en scène. Ils reprurent en main les négociations et c'est sur un bateau de guerre américain qu'un nouvel accord intervint le 17 janvier 1948. Mais le gouvernement des Pays-Bas lança une nouvelle attaque, prenant l'initiative de la rupture. Surpris par la réaction de la population, les 145 000 soldats hollandais furent acculés à la défensive. Même dans les îles où ils avaient mis en place des gouvernements à leur dévotion, certains de leurs représentants prirent leurs distances.

Les Etats-Unis, qui voyaient à l'époque dans la disparition des empires coloniaux un moyen d'étendre leur influence, firent pression sur les Pays-Bas pour qu'ils reconnaissent l'indépendance de l'Indonésie. Les nationalistes venaient de donner un gage de fidélité à leurs intérêts : en septembre 1948, dans la région de Madiun (île de Java), ils avaient écrasé dans le sang un soulèvement dirigé par le Parti Communiste Indonésien et avaient tué ses dirigeants.

Le 22 décembre 1948, l'aide des Etats-Unis dans le cadre du Plan Marshall à destination des Pays-Bas fut suspendue en attendant une clarification de la situation en Indonésie. Il fallut cependant encore un an pour que les accords dits de la Table ronde aboutissent à la reconnaissance de l'indépendance de la République d'Indonésie par les Pays-Bas, et encore avec bien des limitations puisque l'Etat reconnu par ceux-ci le 27 décembre 1949 était restreint aux quelques îles parmi les plus peuplées. Cet Etat devait en principe cohabiter avec des gouvernements fantoches mis en place par les Pays-Bas dans les autres îles au sein d'une Union hollando-indonésienne, dans laquelle la République indonésienne était sous représentée et qui était placée sous l'autorité de la Couronne hollandaise.

Cependant, dans les sept mois qui suivirent, l'armée indonésienne plaça sous son contrôle la plupart des territoires des autres îles et l'Union hollando-indonésienne cessa d'exister officiellement en août 1954. L'oppression coloniale directe avait pris fin, mais pas celle de l'impérialisme et des riches indonésiens, vivant dans son ombre. L'armée indonésienne, qui avait été formée en grande partie par l'armée japonaise quand elle occupait le pays, fut désormais suivie de très près par la CIA américaine. En 1965 et 1966, à la suite de la prise du pouvoir par Suharto, l'armée anéantissait le Parti Communiste qui s'était aligné sur lui, dans un terrible massacre, qui fit au moins 500 000 morts en quelques jours, qui fut suivi d'années de répression sans faille.

Ces derniers mois, l'armée indonésienne s'est illustrée par les massacres au Timor-Oriental. Elle avait de sinistres états de service.

Jean SANDAY

## PLUS DE 300 ANS DE COLONIALISME

La colonisation de l'Indonésie avait commencé au début du XVI<sup>e</sup> siècle, avec l'arrivée des Portugais à la recherche des épices. Ils furent chassés par les Hollandais à partir de 1595.

L'exploitation économique se renforça à partir de 1830 avec le développement du travail forcé appelé système de culture. Officiellement, il était exigé des paysans qu'ils cultivent le cinquième de leurs terres pour le compte du gouvernement. En pratique, le tiers, la moitié ou même la totalité des cultures étaient prélevés, ce qui provoqua une série de famines entre 1843 et 1848. Les bénéfices qui en résultèrent permirent aux Pays-Bas de résorber leur dette, de diminuer les impôts en Hollande même, de financer la construction de fortifications et des chemins de fer en métropole.

En 1877, il fut mis fin au monopole gouvernemental, les grandes sociétés investirent dans les cultures et les exportations. Pour le caoutchouc notamment, de nouvelles étendues de jungle furent défrichées par les coolies, avec une mortalité qui s'élevait à 25 ou 30%. Kidnappés dans les différentes

îles, les travailleurs des grandes plantations étaient astreints à un travail forcé pendant trois ans et l'évasion était punie de prison. Au bout des trois ans, ils n'avaient pas d'argent et devaient trouver de l'embauche dans les centres économiques.

Le développement du prolétariat s'accompagna du développement du Parti Communiste, créé dès 1920 et fortement réprimé lors de révoltes populaires en 1926.

En 1940, seuls 9 000 enfants indonésiens sortirent d'une école primaire du même type que celle destinée aux colons et 240 obtinrent un diplôme secondaire. Lors de l'indépendance, il n'y avait que 850 médecins. 70 millions d'Indonésiens avaient à eux tous un revenu plus faible que 240 000 colons européens et 1,2 million de Chinois émigrés en Indonésie. L'exploitation des travailleurs indonésiens (caoutchouc, pétrole, de nombreuses matières premières) rapportait aux Pays-Bas plus de 15% du revenu national, concentrés dans les mains de quelques sociétés, comme la Royal Dutch associée depuis le début du siècle à la société pétrolière anglaise Shell.



Côte-d'Ivoire

# APRÈS LE COUP D'ÉTAT CONTRE BÉDIÉ

Il n'aura fallu que quelques heures aux militaires putschistes pour destituer Henri Konan Bédié, le président de la Côte-d'Ivoire, le 24 décembre. Le nouvel homme fort du pays, le général Robert Gueï, a constitué un Comité de salut public et annoncé la création d'un « gouvernement d'union » en attendant les élections présidentielles prévues pour le mois d'octobre prochain.

Il est significatif que Bédié n'ait trouvé personne pour prendre sa défense, ni dans son armée et sa police, ni dans son gouvernement et son parti, le PDCI, ni dans la population ; quant à ses protecteurs français, s'ils ont, en paroles, condamné le coup d'Etat, ils ne sont pas intervenus pour sauver la mise au dictateur, en dépit de leur forte présence militaire dans la

région et de leur infiltration dans tous les rouages de l'Etat ivoirien.

En fait, Bédié, qui avait succédé à Houphouët-Boigny en 1993, avant de se faire élire à l'issue d'élections truquées avec plus de 90 % des voix en 1995, avait réussi à s'attirer tous les mécontentements. Dans ce pays, présenté en France comme un modèle de démocratie, un exemple de stabilité et une des réussites de la décolonisation, le régime de Bédié n'avait rompu en rien avec les pratiques de son prédécesseur, reposant sur le clientélisme, la corruption et l'affairisme. On ne comptait plus les scandales financiers et les affaires de détournements de fonds publics dans lesquels les hauts dignitaires du régime et les proches de Bédié se trouvaient impliqués. Récemment, le robinet de l'aide internationale s'était même fermé après que l'on eut découvert un détournement de 180 millions de francs sur un fonds destiné au ministère de la Santé.

Cette mise en coupe réglée des finances du pays n'empêchait

pour autant pas le clan Bédié d'invoquer les difficultés économiques pour imposer à l'ensemble de la population une sévère politique d'austérité, marquée par le blocage des salaires dans la fonction publique, la hausse du prix des transports, le renchérissement des produits de première nécessité et l'accroissement du chômage. Et le régime ne se gênait pas pour réprimer sauvagement toute tentative de grève ou de manifestation.

Dans ce pays où les cultures d'exportation – cacao, café, ananas – constituent l'essentiel des ressources, la situation s'était encore aggravée avec la chute des cours sur le marché mondial. Ainsi en deux ans, le cacao a perdu près de 50 % de sa valeur, acculant à la ruine des milliers de petits paysans.

Déstabilisé par la crise économique, le régime l'était également par les tensions sociales et politiques, que la perspective des prochaines élections présidentielles n'avait fait qu'exacerber. Afin d'évincer de la course son princi-

pal concurrent, Alassane Ouattara, le clan Bédié avait déclenché contre lui une campagne abjecte et xénophobe, lui déniait la nationalité ivoirienne. L'affaire avait même débouché sur l'émission d'un mandat d'arrêt contre Ouattara, qui se trouvait ainsi condamné à l'exil, tandis que les cadres de son parti, le RDR, étaient arrêtés après des manifestations et condamnés à de lourdes peines de prison.

Il est d'ailleurs significatif qu'un des premiers gestes des mutins ait été de libérer les prisonniers politiques, tandis que plusieurs militaires proches de Ouattara se sont retrouvés aux côtés du général Gueï, dans le Comité de salut public.

La population de Côte-d'Ivoire n'a aucune raison de regretter Bédié. Cependant, il est plus que probable qu'elle n'a rien de bon à attendre de la junte militaire qui lui a succédé. Formé dans les écoles militaires françaises et ex-chef d'état-major de Houphouët-Boigny, Gueï s'est à maintes

reprises distingué dans la répression des mouvements de contestation entre 1990 et 1992. Quant à une éventuelle ascension de Ouattara qui, à la même époque, s'illustra comme Premier ministre et zélé serviteur d'Houphouët, avant de devenir vice-directeur général du FMI, il n'y a rien de bon non plus à en attendre. Aucun de ces politiciens ou de ces militaires n'entend servir les intérêts de la population ivoirienne avant ceux de son clan, ni surtout avant ceux de l'impérialisme qui, bien plus encore que les cliques au pouvoir, pille les richesses du pays.

Ce qui est à souhaiter, c'est que les scandales, la crise évidente du pouvoir, l'accumulation de la misère, finissent par amener la classe ouvrière et les couches pauvres de la population à rassembler leurs forces pour prendre leur sort en mains et imposer leurs revendications essentielles, leur droit à la vie, contre les cliques au pouvoir et contre l'impérialisme.

Roger MEYNIER

## Tchéchénie

### LE TERRORISME D'ÉTAT DU KREMLIN

La capitale tchéchène porte bien son nom. En russe, Grozny signifie « menaçant », « terrible ». Mais si une menace terrible s'applique à Grozny, c'est celle que le pouvoir russe fait porter sur ses habitants depuis qu'il a déclenché la guerre contre la Tchétchénie, le 1<sup>er</sup> octobre.

Déjà à moitié détruite en 1994-1996 lors de la guerre russo-tchéchène précédente, Grozny est sur le point d'être rasée sous un déluge d'artillerie et de bombardements aériens russes. Les dizaines de milliers d'habitants qui s'y trouvent encore terrés dans des caves risquent d'être pour la plupart ensevelis sous ses décombres.

« Nous n'avons aucun chiffre en ce qui concerne les pertes civiles, mais elles ne sont pas élevées » ose prétendre le numéro 2 de l'état-major russe dans une interview à *Libération*. Évidemment. Tout comme les généraux de l'OTAN n'évoquaient que de rares « dommages collatéraux » en Serbie et au Kosovo, ceux d'Eltsine nient faire la guerre aux civils. Mais c'est bien à la population tchéchène qu'ils font payer le fait que ses dirigeants se sont déclarés indépendants de la Russie.

Bien sûr, ni Eltsine ni son Premier ministre Poutine ne reconnaissent ravager la Tchétchénie et écraser sa population sous leurs bombes. A la télévision, ils préfèrent montrer des camps de réfugiés et des officiels se présentant comme venus les aider. C'est la version russe

de la fable humanitaire que les dirigeants occidentaux nous ont servie pour couvrir leur sale guerre des Balkans, voici quelques mois. Cette fois, à la place de Milosevic dans le rôle du méchant, on a le président tchéchène Maskhadov, présenté par le Kremlin comme complice des « terroristes » et autres chefs de guerre locaux.

Mais à qui les dirigeants russes feront-ils croire que c'est pour libérer la Tchétchénie des brigands qui la dirigent, que l'armée russe bombarde sa population depuis des mois ?

Et s'il est vrai, comme le disait le haut gradé russe dans l'interview déjà citée, que la Tchétchénie est, depuis des années, la proie d'une soixantaine de bandes criminelles, ce général évite de rappeler que le régime eltsinien a contribué au développement de ces bandes armées. Par toute sa politique et par sa précédente guerre, il a jeté des milliers de gens désespérés, des jeunes en particulier, dans les bras des « bandits ».

A l'occasion, le Kremlin s'est aussi appuyé sur ces derniers, les a armés quand il y trouvait son compte : pour affaiblir les autorités de



Réfugiés tchéchènes passant la frontière avec l'Ingouchie.

Grozny ou pour défendre son statut de grande puissance dans le Caucase et les intérêts inavouables des hauts dignitaires russes.

Ces dirigeants russes sont au moins aussi criminels que les chefs mafieux et autres terroristes locaux qu'ils affirment combattre aujourd'hui, mais auxquels les unissent tant de liens de complicité.

Qui se ressemble s'assemble, dit-on. On en a une illustration caricaturale avec la création, par le Kremlin, d'une « milice tchéchène » censée prouver que des Tchétchènes appuient son armée. Son chef, un certain Gantemirov, est un repris de justice. Et pas n'importe lequel : ancien maire de Grozny et pilier du régime indépendantiste, il séjournait en prison pour avoir détourné les rares aides russes à la reconstruction du pays

après la précédente guerre.

Si le pouvoir eltsinien a dû sortir de prison un tel gangster pour former sa milice pro-russe, c'est sans doute qu'il n'en avait pas de plus présentable sous la main : un individu finalement représentatif des mafieux locaux et de ses employeurs russes actuels. Le pillage de la population, ça les connaît. La seule différence entre eux, outre leur rivalité, est affaire d'échelle.

Là n'est pas leur seul point commun. Que les chefs de guerre et dirigeants indépendantistes tchéchènes aient imposé par la force et la terreur leur régime pillard au reste de la population, ce n'est que trop évident. Mais que fait d'autre le régime russe quand, au nom d'une prétendue « lutte anti-terroriste », il soumet cette même population à son ignoble terrorisme d'Etat ?

Que les brigands qui pillent l'immense Russie et ceux qui font de même dans la petite Tchétchénie règlent une nouvelle fois leurs comptes, ce ne serait pas une catastrophe si cela aboutissait à leur anéantissement mutuel. Mais, ce qui se passe en Tchétchénie, c'est tout autre chose. Toute une population, prise depuis des années entre le marteau des chefs terroristes du Kremlin et l'enclume des brigands locaux, est écrasée jour après jour par les premiers, au nom d'une pseudo-lutte anti-terroriste, et en fait parce que les dignitaires du régime eltsinien n'ont trouvé que cette solution pour tenter de se maintenir au pouvoir en tentant de faire oublier à la population russe qu'elle est, elle aussi, victime de ce régime qui la pille et la méprise depuis trop longtemps.

Pierre LAFFITTE